

---

## Investissement Etranger Direct et la Croissance Economique des Pays en Développement

**Mme Fendi SouhilaKheira**

Maître Assistante « A »

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et Sciences de Gestion de Tlemcen

E-mail : fsouhila13@yahoo.fr

**M. Tchouar kheir-eddine**

Professeur

Faculté des Sciences Economiques, Sciences Commerciales et Sciences de Gestion de Tlemcen

E-mail :tchokh13@yahoo.fr

---

### Abstract

The interest of foreign investment in developing countries is justified by many expectations, the problem of financing economic activities which are facing these countries favors the rise of FDI, therefore, achieving statistical and analytical research is imperatively indicated to better measure their impact on host countries specifically on developing countries and transition economies. The question on which we try to answer through this article on the impact of FDI on growth in host countries.

**Keywords:** foreign direct developing countries, incidence, economic growth.

---

### Introduction

La croissance de l'investissement direct étranger (IDE), c'est-à-dire l'investissement réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production sur place, est devenue depuis quelques décennies un des traits frappants de l'économie mondiale.

En d'autres termes l'investissement direct étranger correspond à un mouvement international de capitaux réalisés dans le but d'une création, d'un développement ou du maintien d'une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle sur la gestion d'une entreprise étrangère[1].

Par convention, un investissement direct étranger est établi dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie.

Depuis le début des années 80, les flux d'IDE mondiaux, qui émanent à présent de quelque 54 000 sociétés transnationales, sont en augmentation rapide – plus rapide que le commerce ou la production mondiale[2].

L'investissement direct étranger est supposé être bénéfique pour les pays d'origine et d'accueil et fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement.

Les pays en développement, tout comme la plupart des pays en transition, se trouvent confrontés au problème du financement de leur activité économique avec des ressources domestiques souvent insuffisantes. Les recours aux crédits internationaux sont pour nombre d'entre eux limités par le niveau de leur endettement et, malgré les promesses telles que celles qui furent lancées à Monterrey (en 2002) qui tardent à se concrétiser, l'aide au développement, reste insuffisante[3]. De plus, elle ne présente pas les mêmes intérêts que les IDE qui peuvent générer des transferts de technologie, des effets d'apprentissage et permettre un accès plus facile aux marchés des capitaux.

Dans cet article, nous essayerons de cerner les avantages que peut apporter l'IDE aux économies des pays d'accueil, en particulier les pays en développement. *Que peuvent apporter les IDE aux pays en développement ?* Pour mieux traiter le sujet, nous allons

consacrer quatre chapitres traitant la partie théorique, en ce qui concerne le cinquième et le dernier chapitre sera une présentation d'un cas pratique d'IDE en Algérie.

- Le premier chapitre fera l'objet d'une présentation de la croissance de l'IDE qu'a connue aux fils des années ;
- Ensuite, le deuxième chapitre sera une présentation par région des tendances ;
- Dans le troisième chapitre, on mettra l'accent sur les retombées des IDE sur les pays en développement ;
- Le quatrième chapitre, on parlera des incidences des IDE sur les pays hôtes ;
- Enfin le cinquième chapitre, nous essayerons de présenter un cas d'IDE en Algérie. .

## 1- Croissance de l'IDE

Les flux d'IDE (les niveaux investissements réalisés au cours de la période de référence) varient considérablement d'une année à l'autre, en partie en fonction des évolutions économiques. Ils augmentent généralement en période de croissance économique rapide, le désinvestissement intervenant plutôt en période de récession, lorsque les entreprises ont davantage tendance à se concentrer sur les activités de base sur leur marché intérieur.

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IDE) ont augmenté de 16 % en 2011, dépassant, pour la première fois, le niveau atteint avant la crise sur la période 2005-2007, en dépit des effets persistants de la crise financière et économique mondiale (2008-2009) et de l'actuelle crise des dettes souveraines. Cette progression est intervenue sur fond d'une hausse des profits des sociétés transnationales (STN) et d'une croissance économique relativement élevée dans les pays en développement au cours de l'année[4].

### 1-1 Flux Mondiaux d'IDE, moyenne 2005-2007 et 2007-2010

Selon les estimations du CNUCED, les flux d'IDE devaient continuer de redresser, pour s'établir dans une fourchette de 1400 à 1600 milliards de dollars, soit le niveau d'avant la crise en 2011. Ils devraient ensuite atteindre 1700 milliards de dollars en 2012, puis 1900 milliards de dollars en 2013[5].

### 1-2 Flux mondiaux d'IDE 2010-2011, et projections pour la période 2013-2014

Les pays en développement ont gagné en importance en 2010, aussi bien en tant que bénéficiaires d'IDE qu'en tant qu'investisseurs extérieurs. À mesure que la production internationale, et récemment, la consommation internationale se concentrent dans les pays en développement et les pays en transition, les sociétés transnationales (STN) investissent de plus en plus dans ces pays à la recherche à la fois de gains d'efficacité et de nouveaux marchés. Pour la première fois, les pays en développement et les pays en transition ont absorbé plus de la moitié des flux mondiaux d'IDE (tableau 1) et ont représenté la moitié des 20 premiers pays d'accueil de l'IDE en 2010.

Les flux extérieurs d'IDE des pays en développement et des pays en transition ont également fortement augmenté – de 21 %; ils représentent désormais 29 % des flux extérieurs mondiaux d'IDE. En 2010, six (06) pays en développement et pays en transition figuraient parmi les 20 plus gros investisseurs. Le dynamisme des STN de pays émergents contraste avec le rythme modéré de l'investissement des STN de pays développés, en particulier des STN européennes, dont les investissements extérieurs restaient inférieurs d'environ 50 % à leur niveau record de 2007[6].

Si les flux d'IDE vers les pays développés ont été dynamiques en 2011, passant à 748 milliards de dollars, soit 21% de plus qu'en 2010, le niveau des entrées dans ces pays est cependant resté inférieur de 25% au niveau moyen des trois années antérieures à la crise. En dépit de cet accroissement, les pays en développement et les pays en transition ont continué

de représenter au cours de l'année, leurs entrées cumulées atteignant un nouveau montant record, avec une progression de 12% à 777 milliards de dollars. La part élevée des flux d'IDE obtenue par ces pays en période de crise économique et financière, sans perdre de terrain, et vu le rebond enregistré par les pays développés en 2011, témoigne de leur dynamisme économique et du rôle solide qu'ils devraient jouer dans les flux futurs.

La progression de l'IDE à destination des pays en développement a été tirée par une hausse de 10% en Asie, et de 16% en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'IDE vers les pays en transition est passé à 92 milliards de dollars pour (+25%). Les flux en Afrique, en revanche, sont inscrits à la baisse pour la troisième année consécutive, mais dans des proportions limitées. Les pays les plus pauvres sont restés en situation de récession d'IDE, les flux vers les pays les moins avancés (PMA) reculant de 11% à 15 milliards de dollars[7].

**Tableau 1[8] : Flux d'IDE par région 2009-2011**  
(En milliards de dollars et en pourcentage)

| Région  | Entrées d'IDE |             |             | Sorties d'IDE |             |            |
|---|---------------|-------------|-------------|---------------|-------------|------------|
|   | 2009          | 2010        | 2011        | 2009          | 2010        | 2011       |
| <b>Ensemble du monde</b>  | 1197.8        | 1309.0      | 1524.4      | 1175.1        | 1451.4      | 1694.4     |
| <b>Pays développés</b>  | 606.2         | 618.6       | 747.9       | 857.8         | 989.6       | 1237.5     |
| <b>Pays en développement</b>  | 519.2         | 616.7       | 684.4       | 268.5         | 400.1       | 383.8      |
| <b>Afrique</b>  | 52.6          | 43.1        | 42.7        | 3.2           | 7.0         | 3.5        |
| <b>Asie de l'Est et Sud-est</b>   | 206.6         | 294.1       | 335.5       | 176.6         | 243.0       | 239.9      |
| <b>Asie du Sud</b>  | 42.4          | 31.7        | 38.9        | 16.4          | 13.6        | 15.2       |
| <b>Asie Occidentale</b>   | 66.3          | 58.2        | 48.7        | 17.9          | 16.4        | 25.4       |
| <b>Amérique latine et Caraïbes</b>  | 149.4         | 187.4       | 217.0       | 54.3          | 119.9       | 99.7       |
| <b>Pays en transition</b>   | 72.4          | 73.8        | 92.2        | 48.8          | 61.6        | 73.1       |
| <b>Petits pays économiquement structurellement faibles et vulnérables</b> | <b>45.2</b>   | <b>42.2</b> | <b>46.7</b> | <b>5.0</b>    | <b>11.5</b> | <b>9.2</b> |
| <b>Pays les moins avancés</b>   | 18.3          | 16.9        | 15.0        | 1.1           | 3.1         | 3.3        |
| <b>Pays en développement sans littoral</b>                                | 28.0          | 28.2        | 34.8        | 4.0           | 9.3         | 6.5        |
| <b>Petits Etats insulaires en développement</b>                           | 4.4           | 4.2         | 4.1         | 0.3           | 0.3         | 0.6        |
| <b>Part des flux d'IDE mondiaux en pourcentage</b>                        | -             | -           | -           | -             | -           | -          |
| <b>Pays développés</b>  | 50.6          | 47.3        | 49.1        | 73.0          | 68.2        | 73.0       |
| <b>Pays en développement</b>  | 43.3          | 47.1        | 44.9        | 22.8          | 27.6        | 22.6       |
| <b>Afrique</b>  | 4.4           | 3.3         | 2.8         | 0.3           | 0.5         | 0.2        |
| <b>Asie de l'Est et du Sud-est</b>  | 17.2          | 22.5        | 22.0        | 15.0          | 16.7        | 14.2       |
| <b>Asie du Sud</b>  | 3.5           | 2.4         | 2.6         | 1.4           | 0.9         | 0.9        |
| <b>Asie Occidentale</b>   | 5.5           | 4.4         | 3.2         | 1.5           | 1.1         | 1.5        |
| <b>Amérique latine et Caraïbes</b>  | 12.5          | 14.3        | 14.2        | 4.6           | 8.3         | 5.9        |
| <b>Pays en transition</b>   | 6.0           | 5.6         | 6.0         | 4.2           | 4.2         | 4.3        |
| <b>Petits pays économiquement structurellement faibles et vulnérables</b> | <b>3.8</b>    | <b>3.2</b>  | <b>3.1</b>  | <b>0.4</b>    | <b>0.8</b>  | <b>0.5</b> |
| <b>Pays les moins avancés</b>   | 1.5           | 1.3         | 1.0         | 0.1           | 0.2         | 0.2        |

|   |     |     |     |     |     |     |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| <b>Pays en développement sans littoral</b>      | 2.3 | 2.2 | 2.3 | 0.3 | 0.6 | 0.4 |
| <b>Petits Etats insulaires en développement</b> | 0.4 | 0.3 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

Source: CNUCED, *World Investment Report 2012*.

### 1-3 Perspectives à court terme

Les projections à moyen terme établies par la CNUCED sur la base des fondamentaux macroéconomiques continuent d'indiquer que les flux d'IDE augmenteront à un rythme modéré mais stable, passant à 1 800 milliards de dollars en 2013 et 1 900 milliards de dollars en 2014, sauf crise économique. Les investisseurs restent très incertains quant à l'évolution de la conjoncture économique pendant cette période. D'après l'enquête de la CNUCED sur les perspectives de l'investissement dans le monde (World Investment Prospects Survey – WIPS), effectuée auprès de cadres dirigeants de STN concernant leurs projets d'investissement, si le nombre de sondés se disant pessimistes au sujet du climat de l'investissement au niveau mondial pour 2012 dépasse de 10 % celui des optimistes, le groupe le plus important environ la moitié des réponses est formé par ceux qui soit expriment un sentiment neutre, soit ne se prononcent pas. Les réponses pour le moyen terme après 2012 témoignent d'un optimisme croissant. Interrogés sur leurs projets de dépenses d'IDE futures, plus la moitié des sondés anticipent une hausse entre 2012 et 2014 par rapport aux niveaux 2011. Figure[9](1) représente le sentiment des STN concernant le climat d'investissement mondial.

L'investissement direct étranger des pays en développement a reculé à 384 milliards de dollars (-4%) en 2011, même si leur part des sorties d'IDE est restée élevée au niveau mondial (23%). Les flux en provenance d'IDE d'Amérique Latine et des Caraïbes ont diminué de 17%, principalement du fait de rapatriements de capitaux dans la région (comptant comme sorties négatives) motivés en partie par des considérations financières (taux de change, différentiels de taux d'intérêts). Les flux en provenance d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-est ont peu évolué dans l'ensemble (avec un recul de 9% des flux en provenance d'Asie de l'Est), tandis que l'investissement direct à l'étranger en provenance d'Asie occidentale a sensiblement augmenté pour atteindre 25 milliards de dollars.

Dans le deuxième chapitre, nous donnerons plus de précision des penchants récents des IDE par région, afin de mieux comprendre leurs choix des destinations.

## 2- Tendances récentes par région[10]

### 2-1 L'Afrique

Les flux d'IDE vers l'ensemble des pays d'Afrique, d'un montant de 42.7 milliards de dollars, sont en recul pour la troisième année consécutive. Ce repli des flux d'IDE vers le continent en 2011 doit beaucoup cependant à la baisse constatée en Afrique du Nord ; en particulier, les flux vers l'Egypte et la Libye, qui étaient des bénéficiaires importants de l'IDE, se sont arrêtés en raison de leur situation prolongée d'instabilité politique. A l'inverse, les flux vers l'Afrique subsaharienne se sont redressés, passant de 29 milliards de dollars en 2010 à 37 milliards de dollars en 2011, soit un niveau comparable au pic atteint en 2008. Un rebond de l'IDE vers l'Afrique du Sud a accentué la reprise. La poursuite de la hausse des prix des produits de base et une conjoncture économique relativement favorable en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne sont quelques-uns des facteurs qui ont contribué à ce redressement.

Outre les mouvements habituels d'IDE vers les industries extractives, l'apparition d'une classe moyenne favorise la croissance de l'IDE dans des secteurs de services tels que la banque, le commerce de détail et les télécommunications, comme en témoigne l'accroissement de la part de l'IDE dans les services en 2011.

La diminution globale de l'IDE à destination de l'Afrique s'explique principalement par une réduction des flux en provenance des pays développés, qui entraîne une augmentation de la part des pays en développement direct en provenance de l'étranger sur le continent (celle-ci passant de 45% en 2010 à 53% en 2011 pour les projets d'investissement de création).

## **2-2 L'Asie du Sud-est et l'Asie du Sud**

Dans les pays en développement de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud-est, les entrées d'IDE ont atteint de nouveaux records, les entrées totales se chiffrant à 336 milliards de dollars, soit 22% des entrées totales mondiales. L'Asie du Sud-est, où les entrées ont totalisé 117 milliards de dollars, en hausse de 26%, continue à enregistrer une croissance de son IDE plus rapide que l'Asie de l'Est, même si celle-ci est restée dominante avec 219 milliards de dollars (+9%). Quatre pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) – Brunéi Darussalam, Indonésie, Malaisie et Singapour ont enregistré une très forte hausse.

Les flux d'IDE vers la Chine ont également atteint un niveau record 124 milliards de dollars, et les flux vers le secteur des services ont dépassé pour la première fois ceux à destination des industries manufacturières. Même si la Chine reste la destination privilégiée des investisseurs, le classement des pays de l'Asie du Sud-est comme l'Indonésie et la Thaïlande ont nettement progressé.

Les sorties d'IDE de l'Est ont chuté de 9% à 180 milliards de dollars, tandis que celles de l'Asie du Sud-est, en hausse de 36%, atteignaient 60 milliards de dollars. Celles de la Chine ont diminué de 5%. Les flux en provenant de Singapour, à l'inverse, ont enregistré une hausse de 19%, ceux provenant d'Indonésie et de Thaïlande s'inscrivant en très forte hausse.

## **2-3 Amérique latine et Caraïbes : vers une politique industrielle**

Les flux d'IDE vers l'Amérique latine et les Caraïbes ont atteint 217 milliards de dollars, une hausse de 16%, principalement sous l'effet des flux plus importants vers l'Amérique du Sud (+34%). Les entrées d'IDE en Amérique centrale et aux Caraïbes, non compris les centres financiers extraterritoriaux ont augmenté de 4%. La forte croissance de l'IDE en Amérique du Sud s'explique principalement par le développement de ses marchés de consommation, ses taux de croissance économique élevés et ses richesses naturelles.

Les sorties d'IDE de la région sont devenues irrégulières depuis le début de la crise financière mondiale. Elles ont diminué de 17% en 2011, après avoir augmenté de 121% en 2010, et diminué de 44% en 2009. Cette irrégularité s'explique par l'importance croissante de flux qui ne sont pas nécessairement liés à des investissements dans des activités productives à l'étranger, comme le montrent la part élevée des centres financiers extraterritoriaux dans l'IDE total de la région et le rapatriement croissant de prêts interentreprises par les investisseurs brésiliens à l'étranger (21 milliards de dollars en 2011).

Tout semble indiquer que les pays en développement et les pays en transition continueront de suivre le rythme de croissance de l'IDE mondial à moyen terme. Les cadres dirigeants de STN ayant répondu à l'enquête WIPS de cette année ont inscrit six pays en développement et pays en transition parmi leurs 10 premières destinations prospectives pour la période s'achevant en 2014, l'Indonésie gagnant deux rangs pour entrer pour la première fois parmi les cinq premières destinations.

Même si la crise économique et financière freinent les investisseurs étrangers de développer leurs activités dans le monde, mais elles ne les empêchent pas de progresser. Selon le rapport qu'on vient de mentionner ci-dessus, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud Est sont les destinations les plus prisées des IDE, en ce qui concerne l'Afrique et selon ce même rapport, le recul des IDE est dû à l'instabilité politique que connaît l'Afrique du nord ces dernières années.

### 3- L'IDE et les pays en développement

Au-delà de son impulsion macro-économique initiale, l'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs et, plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Trois mécanismes interviennent à cet égard : les liens entre les flux d'IDE et le commerce extérieur, les retombées et autres externalités dont bénéficient les entreprises du pays d'accueil, et l'incidence directe sur les facteurs structurels de l'économie d'accueil.

L'analyse des impacts des IDE ressortit à deux grands courants de pensée, dont les principales caractéristiques peuvent être brièvement rappelées. Selon la théorie néo-classique, les flux d'IDE correspondent à une adaptation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux. Les capitaux devraient donc aller des pays où ils sont abondants vers ceux où ils sont rares car, dans ces derniers, les rendements des nouveaux investissements devraient être plus élevés. Cette réaffectation des capitaux améliorerait l'allocation des ressources, permettrait de valoriser les avantages comparatifs et devrait présenter des gains importants pour les pays d'accueil, notamment la hausse du revenu national, des exportations, l'amélioration de la productivité et la hausse des rémunérations des travailleurs à terme.

Le débat sur le rôle des IDE dans les pays en développement s'inscrit dans le cadre de l'analyse dépendantiste, issue des analyses marxistes sur l'impérialisme, qui s'est initialement développée en Amérique Latine. Pour Prebisch, l'intégration au capitalisme est le facteur essentiel du sous-développement. En raison de la dépendance technologique des pays de la périphérie, l'accumulation du capital se fait au seul avantage des capitalistes et influe sur la répartition sectorielle des activités (biens d'équipement et bien de luxe). A court terme, les investissements étrangers auraient un impact positif contrairement aux économies de la périphérie, ces dernières seront marquées par un ralentissement de la croissance[11].

L'intérêt porté aux investissements étrangers ces dernières années est souvent justifié par de nombreuses attentes : leur impact sur la croissance, les apports en ressources, l'ouverture aux marchés internationaux (débouchés, approvisionnements, adaptation aux normes etc.), la hausse de la productivité, l'amélioration des capacités de gestion locales, et les transferts de technologies. Les analyses empiriques tendent cependant à minimiser ces résultats dans le cas des pays en développement[12].

#### 3-1 Croissance et Investissements Nationaux

Les effets des IDE soit sur les investissements nationaux, soit sur l'efficacité de l'un par rapport à l'autre, sont les questions qu'intéressent les économistes. Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) montrent également que les IDE auraient un effet positif sur les investissements nationaux sans que l'effet soit très significatif. Selon De Soysa et Oneal (1999) les IDE encouragent l'investissement intérieur au lieu de le compromettre[13]. A partir d'une étude portant sur 107 pays en développement, de 1980 à 1999, Kumar et Pradhan (2002) montrent que les IDE ont un effet général négatif sur les investissements nationaux. Ils distinguent cependant deux phases : après un impact négatif, la situation s'améliore.

Selon les résultats de De Soysa et Oneal (1999) et ceux de Borensztein de De Gregorio et Lee (1998), les IDE seraient plus efficaces que les investissements intérieurs en raison des liens

des FMN (firmes multinationales) avec les marchés internationaux tant pour les approvisionnements que les débouchés et les technologies et compétences de gestion auxquelles elles ont accès. Bussman et al. (2002), ciblant leurs tests sur les pays en développement, trouvent que les investissements étrangers, tout comme les investissements intérieurs, ont un impact sur les revenus moyens des pays en développement. Cet effet dépend bien entendu de la façon dont les IDE entrent dans le pays, soit par rachat d'entreprises locales existantes soit par le développement de nouvelles entreprises[14].

### ***3-2 Croissance et Politique Commerciale.***

Les problématiques posées concernant ce point sont les suivantes : d'une part, dans quelles mesures les politiques commerciales permettent-elles de mieux tirer parti des IDE dans le pays d'accueil ? D'autre part, quel sera l'impact des IDE sur la balance commerciale ?

Le principal intérêt de l'IDE pour les pays en développement en matière d'échanges tient à sa contribution à long terme à l'intégration de l'économie d'accueil dans l'économie mondiale selon un processus faisant vraisemblablement intervenir une augmentation des importations ainsi que des exportations. En d'autres termes, on reconnaît de plus en plus que les échanges et l'investissement se renforcent mutuellement pour attirer des activités transfrontières. Néanmoins, les autorités des pays d'accueil doivent également prendre en compte l'incidence à court et moyen terme de l'IDE sur le commerce extérieur, notamment lorsque leur balance courante est soumise à des tensions.

A mesure que les pays se développent et se rapprochent du statut de pays industrialisés, les apports d'IDE contribuent à les intégrer plus étroitement à l'économie mondiale en générant et en développant des courants d'échanges avec l'étranger. Plusieurs facteurs sont en jeu, notamment la mise en place et le renforcement de réseaux internationaux d'entreprises alliées et l'importance grandissante des filiales étrangères dans les stratégies des entreprises multinationales en matière de distribution, de vente et de commercialisation.

Afin de réaliser cette intégration, la capacité des pays en développement à attirer des IDE dépend particulièrement des facilités ultérieurement accordées aux investisseurs pour importer et exporter. Ceci engage à son tour que les pays d'accueil potentiels qui devraient considérer l'ouverture aux échanges internationaux comme élément essentiel des stratégies qu'ils mettent en place pour exploiter l'IDE. Les pays d'accueil pourraient envisager, pour attirer l'IDE, une stratégie visant à élargir la dimension du marché concerné par des mesures de libéralisation et d'intégration des échanges au niveau régional.

### ***3-3 Transfert de technologies et effet d'apprentissage***

Parmi les effets d'entraînement que les IDE ont sur le reste de l'économie. Les transferts de technologies sont considérés comme le principal mécanisme par lequel la présence de sociétés étrangères peut avoir des externalités positives dans l'économie d'accueil en développement. Les entreprises multinationales sont la première source d'activités de recherche et de développement dans le monde développé, et leur avancée technologique est plus élevée que celle des pays en développement, ce qui explique les importantes retombées technologiques générées. Néanmoins, le rôle des entreprises multinationales pour faciliter ces retombées varie selon le contexte et selon les secteurs[15].

Les technologies apportées par les IDE sont diffusées avant tout par les relations verticales entre entreprises étrangères et domestiques : les entreprises à capitaux étrangers exigent de leurs fournisseurs et sous-traitants locaux un niveau de qualité élevé, et elles leur apportent à cet effet une aide technique ou de la formation, surtout dans le cas de firmes étrangères intéressées par le marché intérieur que par celles qui visent l'exportation (UNCTAD, 2001)[16].

En revanche, il n'est pas prouvé qu'il existe des effets d'entraînement de ce type entre les entreprises étrangères et les firmes locales ayant la même activité (relation horizontale). En réalité, les firmes étrangères n'ont aucun avantage à contribuer à l'amélioration de la productivité de leurs concurrents locaux en répandant des informations sur leurs techniques de production ou leur mode d'organisation.

L'une des conditions pour que les IDE conduisent effectivement à un transfert de technologie, est l'existence de relations verticales entre entreprises étrangères et domestiques. Or ce n'est pas toujours le cas : les entreprises étrangères importent parfois toutes les consommations intermédiaires et les équipements de production depuis leur pays d'origine ou un pays tiers, et ne font ainsi pas profiter les entreprises domestiques de leur technologie. Dans ce cadre, les autorités locales ont un rôle à jouer, en favorisant par diverses mesures les liens entre firmes étrangères et firmes domestiques[17].

Les études empiriques montrent une autre nuance à apporter au transfert de technologie : les IDE ont plus de chance de réaliser des externalités positives en termes de transfert technologique quand le retard du pays d'accueil est faible. Selon UNCTAD, 2001, le fossé technologique entre les firmes étrangères et nationales ne doit pas être trop grand pour qu'il y ait des résultats[18].

La pertinence des technologies transférées est toutefois déterminante. Pour qu'elles puissent générer des externalités, il faut qu'elles puissent s'appliquer à l'ensemble du secteur des entreprises du pays d'accueil, et pas seulement à l'entreprise qui en bénéficie au départ. Le niveau technologique des entreprises du pays d'accueil revêt une grande importance. Si l'on en croit les données disponibles, il faut, pour que l'IDE ait une incidence plus positive que l'investissement local sur la productivité, que l'écart technologique entre les entreprises locales et les investisseurs étrangers soit relativement limité[19].

Le secteur bancaire joue également un rôle important dans la diffusion du progrès technologique : une intermédiation financière insuffisante rend difficile l'accès des entreprises locales à des ressources financières, et peut ainsi freiner l'investissement et les empêcher d'exploiter les opportunités créées par la présence d'entreprise étrangère.

### ***3-4 Croissance et Développement Humain***

Selon Lucas, les capitaux ne vont pas forcément là où ils sont les plus rares, car les rendements des investissements sont plus importants là où main-d'œuvre est la mieux formée et les infrastructures sont les plus développées. Ceci explique pourquoi les capitaux se dirigent, en fait, là où leur présence est déjà forte (Mishra et al, 2001).

Les travaux de Barro et Lee (1994), Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) montrent notamment que le stock de capital humain est essentiel pour déterminer l'amplitude des effets des IDE sur la croissance. Leurs travaux ont montré aussi que dans les pays où le niveau de capital humain est très faible, les effets des IDE sont négatifs[20].

L'incidence majeure de l'IDE sur le capital humain dans les pays en développement paraît être indirecte, et résulter non pas tellement des efforts déployés par les entreprises multinationales que par les mesures prises par les gouvernements locaux pour attirer l'IDE en améliorant le capital humain local. A partir du moment où des individus sont employés par des filiales d'entreprises multinationales, leur capital humain peut être encore amélioré par une formation et un apprentissage. Ces filiales peuvent aussi avoir une influence positive sur l'amélioration du capital humain dans les autres entreprises avec lesquelles elles nouent des liens, y compris leurs fournisseurs. A cela s'ajoutent d'autres effets lorsque la main-d'œuvre se déplace vers d'autres entreprises et lorsque certains salariés créent eux-mêmes leur entreprise. La question du développement du capital humain est intimement liée à d'autres questions plus larges touchant le développement.

### 3-5 Réduction de la Pauvreté

La question concernant la relation entre IDE et réduction de la pauvreté a été posée explicitement par Jalilian et Weiss (2002), Klein, Aaron et Hadjimichael (2001). Les IDE ont un impact positif sur la croissance et cette dernière a un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Les “*IDE sont bons pour la croissance qui est bonne pour les pauvres*”, Dollar et Kraay (2000)[21].

Dans l’Asie, on associe la croissance rapide à une baisse de la pauvreté grâce à la hausse du niveau d’emploi, au développement d’infrastructures sociales (éducation, etc.).

Même si l’IDE a un impact positif sur la croissance des pays d’accueil, le problème des inégalités entre les régions d’un même pays existent toujours, car les IDE ne peuvent pas remplacer les politiques gouvernementales indispensables, surtout en ce qui concerne la fourniture de services sociaux et la fourniture de service publics. La croissance réduit la pauvreté mais elle peut le faire de façon plus ou moins importante. Kakwani et Pernia (2000)[22] mettent l’accent sur les effets redistributifs de la croissance. Une croissance pro-pauvre serait une croissance accompagnée de tels effets.

L’impact des IDE sur la réduction de la pauvreté passe notamment par la création d’emplois. Selon te Velde et Morrisey (2002), les firmes multinationales paient mieux leurs salariés, qui sont généralement plus qualifiés à part dans le textile et sont donc peu susceptibles de réduire la pauvreté. Dans un *sondage* axé sur l’impact des IDE sur le développement humain, Chudnovsky et Lopez (1999) considèrent que l’emploi direct généré par les firmes multinationales dépend bien entendu des secteurs mais que globalement c’est l’emploi indirect, c’est-à-dire lié aux effets d’entraînement qui est déterminant. Ils évoquent quelques tendances : le montant des emplois créés sera plus important en cas de nouveaux investissements plutôt que dans celui de rachats, dans le secteur des services plutôt que dans l’industrie, quand les coûts locaux du travail sont faibles etc.[23]

Nous concluons que l’impact des IDE sur la croissance des pays hôtes est à prendre en considération dans les stratégies de développement mais la causalité est à double sens, les firmes tendent à investir dans les pays qui connaissent les meilleurs taux de croissance. Selon Pottier (2003), les stratégies de localisation des FMN consistent à combiner de façon optimale un ensemble de facteurs qui conduit à délaisser les pays pauvres. Le contexte dans lequel les IDE vont opérer sera essentiel pour qu’ils aient un impact positif sur la croissance. Le capital humain semblerait déterminant, bien que certains résultats portant sur la période récente soient moins catégoriques. On peut effectivement déduire qu’un meilleur niveau d’éducation soit un des facteurs qui permettent de mieux bénéficier des apports des firmes étrangères. Or, une des critiques à l’égard des institutions de BrettonWoods, portait sur les réductions des budgets sociaux résultant des ajustements structurels. Ainsi, ces derniers semblent avoir peu à attendre des investissements internationaux alors que leurs populations figurent parmi les plus pauvres de la planète (BAD, 2002). Le débat de l’impact des IDE sur la croissance prend une nouvelle orientation et s’intéresse plus à leur impact sur la réduction de la pauvreté et en ce qui concerne les pays en développement, l’impact sur les inégalités est également déterminant (Cling et al 2003)[24].

Pour Mishra, Mody et Murshid (2001), les IDE peuvent difficilement apparaître comme un élément déclencheur d’un processus de développement mais devraient plutôt être envisagés comme facteur d’intensification de la croissance. Par ailleurs, ces dernières années la littérature économique accorde de plus en plus d’importance au rôle des institutions dans la détermination de la croissance[25].

Selon les études exposées dans cette partie, montrent qu’il est difficile de déterminer de l’impact des IDE sur la croissance des pays hôtes et en développement. Entre les effets

positifs et les effets négatifs qui influencent sur les investissements locaux, il semblerait que les IDE sont indispensables pour ces pays afin de dynamiser leurs croissances économiques. Grâce aux IDE les entreprises locales peuvent se comparer et se mettre à même niveau en donnant plus d'importance à la recherche, l'innovation et la créativité. De plus, nous arrivons à déduire que les IDE ne sont pas seulement enquête des coûts moindre tel que la main d'œuvre, et des ressources naturelles, mais la sélection de leurs destinations se fait en se basant sur des critères bien définis tel que les compétences humaines, la stabilité des politiques des pays, l'ouverture de leurs marchés. Bien que les IDE soient exigeants en ce qui concerne la qualification du personnel recruté, mais ils contribuent aussi à sa formation, ainsi ils participent l'amélioration et au développement humain et la réduction de la pauvreté par la création d'emploi. Le chapitre suivant sera un développement des points qu'on vient de présenter.

#### 4- Incidence des IDE sur les pays hôtes

La théorie économique met en avant plusieurs effets positifs des IDE: la hausse immédiate de la productivité suite à un rachat d'entreprise par un investisseur étranger, et des effets d'entraînement « retombées ou spillovers » sur le reste de l'économie par les transferts de technologie, l'amélioration du capital humain, et la création d'un environnement plus concurrentiel.

##### 4-1 Les IDE et les entreprises locales.

D'après Blomström, Globerman, Kokko (2000), les firmes étrangères obtiennent de meilleurs résultats et sont plus efficaces que les entreprises nationales. C'est notamment le cas pour le secteur d'exportation selon les résultats de Mai (2001) pour le Vietnam. Une des difficultés consiste à évaluer l'origine de l'amélioration de la productivité. Comme l'a souligné Hanson (2001), ce résultat peut simplement provenir du fait que les firmes multinationales (FMN), investissent dans les secteurs où la productivité est la meilleure. Mais il peut objectivement s'expliquer par l'intégration internationale des firmes étrangères qui bénéficient de réseaux d'approvisionnement plus étendus et de débouchés dans leur pays d'origine ou dans des pays tiers ; ces avantages font partie des types d'avantages qu'une firme doit détenir pour s'internationaliser, décrits par Dunning (1981) et résumés par la formule OLI (*ownership, localization, internationalization*)[26]. La présence des firmes étrangères peut aussi permettre une offre plus diversifiée sur le marché national. De plus, elles introduisent de nouvelles technologies, de nouvelles méthodes de production, des produits de meilleure qualité et peuvent ainsi obliger les firmes locales à se moderniser, à accroître leur productivité. Il pourrait y avoir un effet de démonstration stimulant Blomström, Globerman, Kokko (2000)[27].

L'IDE a la possibilité de dynamiser sensiblement le développement des entreprises dans les pays d'accueil. Au niveau de l'entreprise dans laquelle est opéré l'investissement étranger, on constate l'exploitation de synergies avec l'entreprise multinationale qui assure l'investissement, des efforts pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts, et le développement d'activités nouvelles. Mais il faut souligner aussi les risques non négligeables de faillite pour les entreprises locales mal préparées ou en cas d'ouverture trop rapide. Les rachats d'entreprises par des capitaux étrangers entraînent des changements des modes de gestion et de gouvernance. Les entreprises multinationales imposent leurs propres stratégies, leurs systèmes de notification internes et leurs principes en matière de communication de l'information aux entreprises qu'elles acquièrent.

#### 4-2 La Concurrence

La concentration des marchés s'est sensiblement renforcée partout dans le monde depuis le début des années 90 de fait de la vague de fusions et d'acquisitions qui a remodelé le paysage mondial des entreprises. Dans le même temps, la multiplication des alliances stratégiques a modifié les interactions entre des entités officiellement indépendantes. On considère généralement que les alliances limitent la concurrence directe tout en générant des gains d'efficience.

Il ressort d'études économétriques que l'effet de l'IDE sur la concentration des marchés des pays d'accueil est plus puissant dans les pays en développement que dans les économies plus matures. On pourrait craindre de ce fait que l'entrée d'entreprises multinationales dans des pays en développement constitue une atteinte au jeu de la concurrence. De plus, s'il est amplement prouvé que l'arrivée d'entreprises multinationales élève les niveaux de productivité des entreprises en place dans les pays développés d'accueil, cela ne correspond point aux pays en développement. Lorsqu'il existe de telles retombées, leur ampleur et leur dispersion sont d'autant plus importantes que la concurrence est plus vive.

Néanmoins, l'incidence directe de la concentration sur la concurrence, à supposer qu'elle en ait une, semble varier selon les secteurs et les pays d'accueil.

S'il est économiquement souhaitable de permettre à des concurrents étrangers efficaces de remplacer des entreprises locales moins productives, il faut veiller à ce que des mesures soient prises pour préserver un degré suffisant de concurrence. Le meilleur moyen, pour ce faire, est probablement d'élargir le marché concerné en ouvrant plus largement l'économie du pays d'accueil au commerce international. En outre, il est souhaitable que la législation nationale et les organismes en place chargés de préserver la concurrence soient plus efficaces pour réduire le plus possible les effets anticoncurrentiels de la sortie du marché des entreprises en position de faiblesse. Lorsque les fusions seront examinées et les abus éventuels liés à l'exploitation d'une position dominante seront évalués, il faudrait se préoccuper davantage de préserver la concurrence, et moins de protéger les concurrents. La politique moderne en matière de concurrence met l'accent sur l'efficace et la protection des consommateurs ; toute autre approche risquerait de faire de la politique de concurrence une simple politique industrielle dont les avantages à long terme pour les consommateurs ne seraient pas nécessairement évidents.[28]

#### 4-3 L'impact sur l'environnement

Le débat sur les interactions entre les IDE et l'environnement peut se rapporter à deux types d'approches : celle des transferts de technologies et celle du « dumping environnemental ». En effet, d'une part, les IDE peuvent permettre une diffusion efficace et plus rapide de technologies propres permettant ainsi une meilleure protection de l'environnement ; d'autre part, un fort soupçon prévaut toujours : dans un contexte de forte concurrence, dans le but d'attirer des IDE, les PED pourraient être moins exigeants au niveau environnemental. Treillet (2002) pense que deux types d'argumentations sont possibles : la présence de FMN pourrait permettre une uniformisation des normes environnementales, une diffusion des technologies propres ou, au contraire, les FMN peuvent profiter de moindres exigences des pays hôtes en matière environnementale. Dans une étude concernant le secteur automobile Méral et Petit (2002) observent « *qu'un pays disposant d'normes environnementales peu contraignantes et d'une main d'œuvre bon marché ne sera pas incité à s'engager dans un processus de mise en place de normes écologiques restrictives par peur d'amener les investisseurs et les firmes étrangères à se délocaliser vers d'autres pays aux conditions plus favorables. Ce véritable "dilemme du prisonnier" expliquerait en partie pourquoi les normes environnementales auraient du mal à se diffuser dans les pays où le potentiel de réduction des*

*émissions de gaz à effet de serre est plus important* »[29]. Cependant, la question de la responsabilisation de sociétés transnationales n'est pas simple. D'autant plus qu'elles n'investissent pas toujours directement dans les pays en développement mais font appel à des sous-traitants qui ont leurs sites de production au Sud (Chudnovsky, 1999)[30].

Par ailleurs, des IDE incorporant des technologies « propres » (respectant des normes environnementales strictes), pour être efficaces, requièrent les mêmes préalables que les autres types d'IDE à savoir une capacité d'appropriation, un écart technologique limité, les compétences adéquates, etc. (Méral et Petit, 2002, OCDE, 2002)[31].

Nous arrivons à admettre que même les IDE ont un revers. Bien qu'ils soient indispensables à la croissance économique des pays en développement, il est important d'établir un cadre juridique bien défini et flexible, afin qu'il puisse permettre aux IDE de se développer sans porter préjudices aux pays hôtes.

## 5- l'IDE en Algérie – Cas de la SITEL

Dans ce chapitre, nous présenterons un cas concret afin de pouvoir refléter l'impact des IDE en Algérie.

Ce cas présenté est un résultat d'un entretien réalisé auprès de la Société Industrielle de Télécommunications « SITEL ».

La Société Industrielle Algérienne de Télécommunications « SITEL » est une société mixte, créée en 1988, suite à un protocole d'accord intergouvernemental algéro-suédois, d'un capital social qui atteignait de 50 millions de dinars.

Lors de sa création, la société était composée de quatre actionnaires, dont le capital était réparti entre les actionnaires suivants:

l'entreprise nationale des Télécommunications « ENTC » pour 40 % ;

la « SONATITE » Société nationale des travaux d'infrastructures et Télécommunications pour 15 % ; la Banque Extérieure d'Algérie « BEA » pour 10 % ; et enfin l'actionnaire suédois Ericsson pour 35%.

En 1992, le capital de la société SITEL a été augmenté de 50 million de dinars. Cette augmentation a permis la participation du Fond de Participation Electronique des Télécommunication et de l'Information « FPETI » pour 20%, en précisant que le taux de participation de l'ENTC a diminué de 20%.

Actuellement la Société SITEL est une SPA à capital social de 400 millions de dinars en incorporant 300 millions de dinars des réserves légales. La répartition du capital est la suivante :

20% pour l'ENTC ;

20% pour le SGP CABELEQ ex FEPTI ;

15% pour la RETELEM ex SONATITE ;

10% pour la BEA ;

35% pour ERICSSON.

Depuis sa création, la SITEL s'est lancée dans la fabrication sous licence Ericsson du central téléphonique "Axe 10" commutateur public à commande par programme enregistré caractérisé par la modularité fonctionnelle.

La Société réalise actuellement l'ingénierie et installation de réseaux de télécom GSM ainsi que celui du haut débit ADSL. Elle fournit également les solutions d'entreprise allant des standards téléphoniques et réseaux informatiques intranet, aux solutions de sécurité telles la vidéosurveillance, contrôle d'accès, détection incendie et la sonorisation.

Grâce à la qualité de leur services dû à leur fusion avec ERICSSON, la société a réussi à exporter ses services vers : Tunisie, Maroc, Chine, Emirats Arabes, Arabie Saoudite, Italie, Egypte, Togo, Kenya, Soudan.

En plus du transfert de la technologie, le personnel de la SITEL bénéficie de stages de formation, réalisé par les cadres d'ERICSSON responsables de la formation. Ces stages permettent aux employés de la société d'améliorer leurs compétences, afin qu'ils se mettent au même niveau et la qualité de service proposée.

Le partenariat entre l'entreprise suédoise et la société algérienne ENTC, a permis la création de société Industrielle des Télécommunications « SITEL ». Ce partenariat a engendré les retombées suivantes :

1. Sur le plan humain, grâce à la création de la SITEL, plus de 150 employés ont été recrutés, formés afin d'améliorer leurs compétences professionnelles ;
2. Le partenariat Algéro-suédois était derrière un transfert technologique, offrant au pays d'accueil « Algérie » l'occasion diversifier la production et les services dans le domaine de l'électronique et la télécommunication;
3. Et enfin, en ce qui concerne la concurrence et le commerce, la société SITEL a pu réaliser l'exportation de ses services vers l'étranger.

## 6- Conclusion

En se basant sur les études menées à ce sujet, nous déduisons que les avantages économiques de l'IDE sont incontestables, mais ils ne sont pas automatiques. Le cas présenté du partenariat algéro-suédois a reflété l'incidence des IDE sur les pays en développement, en prenant en compte que ce cas ne soit pas une généralité.

Les effets des IDE sur les pays d'accueil et notamment les pays en développement ont des résultats divers selon les périodes, selon la nature des investissements, selon la spécialisation, selon les politiques menées par les pays hôtes et au final, sont loin d'être généralisables.

La préoccupation major des chercheurs, est celle de l'adéquation entre les objectifs des entreprises étrangères et ceux des gouvernements (Dunning, 1993 ; Chudnovsky, 1999 ; UNCTAD 2003)[32]. Qu'elles interviennent sous forme d'IDE ou par la sous-traitance, les firmes ont des objectifs de court ou moyen terme : la recherche de faibles coûts en main-d'œuvre, des marchés intérieurs dynamiques, de l'ouverture vers les marchés régionaux et de la flexibilité. Les objectifs des gouvernements s'inscrivent plutôt dans terme : diversifier et stabiliser les sources de financement du développement, accroître les ressources budgétaires, promouvoir l'essor de l'emploi pour une population en croissance, développer les infrastructures sociales et économiques, assurer la protection de l'environnement, promouvoir une localisation équilibrée des activités et permettant d'optimiser les effets d'agglomérations, etc. Lall et Narula (2004), soulignent que les IDE ne peuvent compenser les insuffisances des Etats en matière de politique industrielle. Par ailleurs, les mesures de libéralisation prises ces dernières années modifient les données du problème et rendent les politiques publiques moins efficaces.

Cependant, la présence des IDE restent indispensables pour les économies en développement. Les IDE aident à la création d'emplois, et à l'amélioration des compétences professionnelles des employés qui pourront devenir de futurs entrepreneurs et créateurs d'emploi à leurs tours. Ensuite le transfert des technologies encourage les pays en développement à la recherche scientifique pour réduire les écarts entre eux et les pays développés. La présence des IDE oblige les entreprises locales à se mesurer à eux et améliorer leurs produits et services afin de pouvoir concurrencer ceux des investisseurs étrangers. A mesure que les pays se développent et se rapprochent du statut de pays industrialisés, les apports d'IDE contribuent à les intégrer plus étroitement à l'économie mondiale en générant et en développant des courants d'échanges avec l'étranger

A la fin de ce travail, nous nous sommes arrivés à la conclusion suivante : les IDE ont une importance certaine, et pour qu'ils soient réellement rentable, il est essentiel que les entreprises disposent d'une part de conditions propices, qui encouragent l'investissement local aussi bien l'investissement étranger. D'une autre part, les investissements étrangers doivent être suivis par un cadre réglementaires bien définis afin qu'il puisse corriger tout écart venant des investisseurs étrangers, supposé avoir des répercussions sur l'économies des pays hôtes en particulier les pays en développement ou en transition.

### Bibliographie

- Brewer, T.L, Young L, (2000); « The multilateral investment system and multinational enterprises»; Oxford University Press.
- Bussman, de Soysa, Oneal (2002), « The effect of foreign investment on economic development and income inequality», *ZEF Discussion Papers on Development Policy*, n°53.
- Chudnovsky D., Lopez A., (1999), « Globalization and developing countries: Foreign direct investment and growth and sustainable human development, paper prepared for the UNCTAD/UNDP global programm on “globalization, liberalization and sustainable development”
- Claire MAINGUY ; (2004) ; « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement ».
- Cling et al, (2003), « La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités ».
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED); (2012); « Rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble;“ Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement” ».
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED); (2011); « Rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble ; “Modes de production internationale et de développement sans participation au capital” »
- Méral Ph., Petit O., (2002), « Mondialisation et technologies propres. L'importance des partenariats public/privé dans le secteur automobile ».
- OCDE ; «L'investissement direct étranger au service du développement » ; Optimiser les avantages, minimiser les coûts.
- Padma Mallampally et Karl P « L'investissement direct étranger dans les pays en développement », Sauvart revue « finance et développement ».
- Sites Internet
- <http://www.trader-finance.fr/lexique-finance/definition-lettre-I/Investissement-direct-etranger.html>.
- [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained)